

RÉSULTATS DE LA CONSULTATION CITOYENNE SUR LES FAUSSES INFORMATIONS

Posted on avril 11, 2023



Résultats de la consultation citoyenne sur les fausses informations

Télécharger au format PDF >

Dans le cadre de l'élaboration du présent avis sur les fausses informations, le CESE a sollicité, du 6 mai 2022 au 9 juillet 2022, la contribution des citoyen(e)s à travers sa plateforme « ouchariko.ma ». Le nombre d'interactions sur le sujet est de 75.372 dont 626 répondants au sondage.

Par rapport à la réception des informations non fiables, les résultats du sondage laissent indiquer que près de **93% des répondants reçoivent des informations qui semblent non fiables**, tandis que seuls 7% déclarent ne pas recevoir d'informations non fiables.

En ce qui concerne le **partage des informations**, 51% des participants au sondage reconnaissent avoir déjà transmis des informations qu'ils soupçonnaient à leurs contacts (en majorité 43% sans en être conscients). 49% déclarent ne pas transmettre des informations douteuses.

S'agissant de la **vérification de l'information**, 55% des participants au sondage vérifient toujours les informations avant de les transférer. 43% d'entre eux vérifient parfois les informations avant de les transférer. Seuls 3% ne vérifient jamais les informations avant de les transférer.

Parallèlement, 27% des répondants considèrent que **les informations officielles et vérifiées sont disponibles sur internet**. Tandis que 37% des répondants considèrent qu'il est difficile de trouver des informations officielles et avérées. Pour 33% des répondants, ces informations sont **incomplètes** et **non à jour**. Les informations officielles et vérifiées ne sont pas du tout disponibles pour 4% des répondants.

Selon les participants au sondage, le classement des principales motivations des auteurs des fausses informations se présente comme suit :

1. La recherche de profit financier ;
2. La recherche d'influence et de diffusion d'idées ;
3. L'inconscience ;
4. L'ingérence étrangère ;
5. La volonté de nuisance.

Selon le classement établi par les participants, **cinq mesures prioritaires sont à même de réduire l'ampleur du phénomène des fausses informations**. Il s'agit de :

1. **Renforcer la présence institutionnelle sur internet et sur les réseaux sociaux pour fournir des informations avérées ;**
2. **Mettre en place des plateformes nationales de vérification de l'information (*fact-checking*) au profit des citoyen**

(e)s ;

3. **Sensibiliser les citoyen (e)s sur l'importance de filtrer les informations en faisant appel à leur esprit critique** ;
4. **Poursuivre judiciairement les auteurs de fausses informations préjudiciables ayant la volonté de nuire à l'ordre public.**

En guise de conclusion, il ressort que 93% des répondants reçoivent souvent des informations qui semblent non fiables. Ils sont 51% à avoir transmis des informations qu'ils soupçonnent à leurs contacts. S'agissant de la disponibilité de l'information, la majorité des participants considèrent qu'elle est disponible, mais **pour plus des deux tiers (70%), l'information officielle et vérifiée est soit difficile à trouver soit incomplète et non à jour.** Quant aux motivations principales des auteurs des *fake news*, il s'agit, selon les répondants, de la recherche de **profit financier** et de la **recherche d'influence et de diffusion d'idées**. S'agissant des recommandations, les répondants considèrent qu'il faudrait en premier lieu renforcer la **présence institutionnelle** sur internet et sur les réseaux sociaux et mettre en place des **plateformes nationales de vérification de l'information.**